



Jean-Pierre Chevènement, soutien de Macron

La grande explication avec "Marianne"

30 / Marianne / 7 au 13 avril 2022

L'ancien ministre, figure de la gauche républicaine, a choisi de soutenir le président sortant. Faut-il y voir une suite logique de son engagement ou y a-t-il dans ce choix une part de renoncement ? Nous avons posé au "lion" de Belfort les questions qui fâchent.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉTIENNE CAMPION, FRANCK DEDIEU ET NATACHA POLONY. PHOTOS : ÉRIC GARAULT / PASCOANDCO POUR "MARIANNE"

Marianne : Au regard de la guerre en Ukraine, comment définiriez-vous la position géopolitique que la France doit adopter dans les années à venir ? Comment préserver les intérêts du pays dans ce nouvel ordre mondial ?
Jean-Pierre Chevènement : Il est d'abord urgent de mettre fin à cette guerre honteuse au cœur de l'Europe. Une guerre qu'on pouvait voir venir depuis longtemps, mais à laquelle personne ne croyait. La paix nécessite la proclamation, par l'Ukraine elle-même, de sa neutralité. Pour le reste, le constat d'une éventuelle violation de la neutralité de l'Ukraine devrait être établi à la faveur d'une procédure assez lourde, pour que les Ukrainiens soient rassurés sur leur capacité à se gouverner comme une nation libre. Dans le cadre de l'Europe, notre tâche, à nous Français, sera de maintenir une indépendance du Vieux Continent par rapport aux deux hyperpuissances de demain que seront les États-Unis et la Chine. Sur ce sujet, je n'ai aucune peine à me définir comme européen. Naturellement, pour moi, l'Europe

pèse à la mesure des nations qui la composent, et particulièrement des grandes nations.

Vous insistez sur une Europe « à la mesure des nations », qui a toujours été votre position. Justement, Emmanuel Macron a commencé son mandat par un bond conceptuel lors de son discours de la Sorbonne avec la « souveraineté européenne ». Nous avons appris par cœur en vous lisant que la seule échelle possible de la souveraineté était « nationale », car il n'y a pas de peuple européen. Soutenez-vous Emmanuel Macron jusqu'au concept de souveraineté européenne ?

Ma réponse est oui. D'ailleurs, Emmanuel Macron emploie simultanément les formules « *souveraineté française* » et « *souveraineté européenne* ». Mais elles ne sont pas tout à fait de même nature. Pour qu'il y ait souveraineté, au sens classique du terme, il faut – vous l'avez rappelé – qu'il y ait un peuple (*demos*). Ce sentiment d'appartenance très fort, qui existe au niveau des nations, n'existe pas vraiment au niveau de l'Europe tout entière, qui se compose d'une trentaine de peuples. Ce qu'on peut entendre par « souveraineté européenne » tient à la capacité des peuples européens à mettre ensemble leurs moyens, notamment budgétaires, pour définir des programmes autonomes.

C'est dans le domaine de l'armement que je vois de la manière la plus évidente les complémentarités. Je reste partisan de l'indépendance de la France dans un cadre européen, en coopération avec ses voisins, notamment sur le plan des armements. Je connais toutes les difficultés qui s'attachent à la réalisation de ces programmes. Est-ce une raison pour ne pas persévérer ?

Concrètement, Macron a-t-il changé, ou cette question des institutions européennes n'est finalement pas fondamentale dans le choix

du prochain président de la République ?

Cette question est sans doute fondamentale, mais elle n'est pas actuelle. Quant aux impressions, elles sont changeantes par définition. Si j'ai apporté mon soutien républicain à Emmanuel Macron, c'est sur la base d'un critère simple : l'intérêt de la France, à l'orée de crises majeures. Je ne vois honnêtement pas qui d'autre qu'Emmanuel Macron je pourrais soutenir parmi les candidats en lice pour que la France puisse défendre, comme il se doit, ses intérêts et ses valeurs. Emmanuel Macron a, seul, l'étoffe d'un homme d'État. Son charisme est reconnu à l'étranger. Je ne vois rien de tel ni chez les deux candidats d'extrême droite, qui font plutôt figure d'épouvantails, ni chez M^{me} Péresse. Quid des candidats dits « de gauche » ? La gauche a perdu sa boussole idéologique depuis très longtemps, avant même que je quitte le Parti socialiste, en 1993. Celui-ci n'existe plus mais ses leaders ne s'en sont pas encore aperçus. Après trente ans de militantisme, je l'ai quitté parce qu'il avait tourné le dos à son engagement social fondamental. La gauche ne peut retrouver un sens que si elle peut donner aux citoyens la maîtrise individuelle et collective de leur destin. Elle ne raisonne plus qu'à travers le prisme européen, en fait sous l'empire des dogmes du néolibéralisme. Elle s'y est ralliée très discrètement, d'une manière passée presque inaperçue à travers la présidence de la Commission par Jacques Delors, qui a mis en branle le marché unique, puis l'Acte unique, qui donne à la Commission européenne le soin de proposer des directives s'appliquant à tous les États, pour faire respecter le principe de la concurrence pure et non faussée. C'est ainsi que s'est fait le mariage entre l'union de la gauche française et le néolibéralisme de M^{me} Thatcher. Tout cela s'est réglé à Bruxelles, dans l'obscurité la plus totale, puisque l'Assemblée nationale a voté cet Acte unique et, mécaniquement, la transpo-

“MON SOUTIEN RÉPUBLICAIN TIENT SUR LA BASE D'UN CRITÈRE SIMPLE : L'INTÉRÊT DE LA FRANCE, À L'ORÉE DE CRISES MAJEURES.”

sition de toutes les directives de la Commission à la législation française.

Nous sommes d'accord avec vous sur le ralliement caché de toute la gauche au néolibéralisme qui, si on vous écoute bien, a abouti aux difficultés que connaît la France aujourd'hui. Mais vous apportez votre soutien à Emmanuel Macron, celui qui, lorsqu'il a été nommé ministre de l'Économie, a, dans sa première interview, repris le slogan de Margaret Thatcher que vous venez d'évoquer – « There is no alternative » – et qui incarne la continuation du néolibéralisme. D'où notre question, déjà posée sur l'Europe : a-t-il changé ? Ou bien y a-t-il quelque chose qui vous permet de considérer qu'il va aller dans votre sens ?

J'ai tendance à le penser. Sans méconnaître les continuités, j'incline à penser que l'Emmanuel Macron de 2022 n'est plus l'Emmanuel Macron de 2017. Même s'il ne le dit pas lui-même comme cela. Le contexte a profondément changé : les critères de Maastricht ont été balayés par la crise du Covid, et avec eux l'incapacité dans laquelle nous nous trouvions à faire face, depuis la crise de 2008, aux tendances récessionnistes de l'économie, tout cela du fait de disciplines budgétaires obsolètes.

Ne confondez-vous pas la force des circonstances, qui a fait changer ces politiques, et la volonté des décideurs que vous

>

> décrivez, dont Emmanuel Macron ?

C'est ce que je vous dis : la puissance des faits ! Emmanuel Macron est sans doute heureux de constater que ses marges, qu'il utilise d'ailleurs très largement, se sont élargies grâce à la suspension des critères de Maastricht. Nous ne sommes plus exactement dans le même schéma d'Europe aujourd'hui qu'hier. « Mais qu'en sera-t-il demain ? », me direz-vous. Je ne méconnais pas qu'il y ait des gens qui voudraient revenir aux disciplines néolibérales, c'est

vrai. Pour autant, la méthode proposée par Emmanuel Macron consiste à mettre en avant le plan d'investissements ou bien les immenses transformations qu'il faudra apporter, par exemple, à l'industrie. Et cela me convient.

Vous expliquez, pour simplifier, que Macron a commencé néolibéral en 2017 et qu'il termine quasi chevènementiste en 2022. Mais, s'il est élu, si l'on regarde son programme, on a l'impression qu'il retourne à sa position initiale : le RSA, les 3 % de déficit auxquels il souhaite se conformer... Et la retraite à 65 ans... Vous retrouvez-vous, concrètement, dans le programme publié par Emmanuel Macron ?

S'agissant de l'âge de la retraite, c'est d'un allongement progressif qu'il est question. Il tiendra compte de la pénibilité des tâches et de la durée du temps de cotisation. Il y a de la marge pour négocier. Et je serai de toute façon plus en mesure d'influer qu'en m'enfermant dans une abstention boudeuse, comme le font beaucoup d'hommes de gauche sincères, par manque d'imagination et aussi parce que la gauche n'a pas fait le travail intellectuel nécessaire à toute réorientation de fond. Il faut toujours revenir à Jaurès, aller à l'idéal, mais en partant du réel.

Rebondissons sur Jaurès, justement, et la question



sociale, qui a été longtemps la vôtre. Quel regard porte l'homme de gauche qui invoque Jaurès sur les réformes du marché du travail du Macron néolibéral, qui ont mis le peuple dans la rue, celles de l'ISF, de l'assurance chômage, de la privatisation de certains services publics ?

Il faut se parler franchement. Emmanuel Macron n'est pas un homme de droite. Il est passé par le Mouvement des citoyens et par le Parti socialiste. C'est vrai qu'il a été plutôt porté par la droite de ce der-

“MACRON FAIT L'OBJET D'UN PROCÈS POLITIQUE QUE JE RESSENS COMME INJUSTE. JE N'AIME PAS L'INJUSTICE.”

nier et même par ceux qu'on appelait alors les Gracques, sans parler des « transcourants ». Mais il n'était pas aussi simplement libéral que vous le présentez. Faites-lui confiance pour s'affranchir des influences. Je trouve qu'il y a une certaine injustice à lui faire des reproches qui vont au-delà de la réalité. Je pense par exemple à cette étiquette invraisemblable de président des riches que certains lui apposent continuellement, à rebours des effets réels des politiques économiques conduites.

Emmanuel Macron fait l'objet d'un procès politique permanent que je ressens comme injuste. Et je n'aime pas l'injustice. Bien sûr, il a pu commettre quelques erreurs...

Lesquelles ?

Il les a reconnues lui-même. Ce sont pour la plupart des erreurs d'expression. Emmanuel Macron a été élu président de la République à 39 ans et il peut avoir droit à un minimum d'indulgence. Je ne suis pas de ceux qui larmoient sur la félonie supposée d'Emmanuel Macron. Il a fait le ménage. Je l'en félicite. Je considère qu'il a permis de tourner une page ce qui, enfin, nous autorise à imaginer autre chose. Beaucoup de crises qui ne sont pas principalement de son fait ont troublé son premier quinquennat.

Donc vous ne regardez pas la copie précédente ?

Les réformes, les privatisations, celle d'Aéroports de Paris, notamment...

Cette privatisation ne s'est pas faite...

Mais l'intention était là !

Regardons ce qu'il a fait, et non les intentions.

Vous avez été ministre. De la Recherche, de l'Éducation, de la Défense et de l'Intérieur. Que pense l'ancien ministre de la Défense et de la

Recherche des dernières dispositions de Jean Castex, qui vient de réduire de 300 millions d'euros le budget de la défense, et de 230 millions le budget de la recherche ?

C'est insoutenable dans la durée. Je pense que cela ne peut être que des mesures de correction budgétaire parce que nous devons faire adopter une loi de finances rectificative. Mais ce n'est pas la tendance générale. Cette dernière est à l'augmentation massive des dépenses de défense et de recherche.

Quand on regarde le projet d'Emmanuel Macron, l'autonomie des établissements scolaires – un projet historiquement de droite – ou la publication des évaluations, on peine à saisir en quoi cela correspond à l'idée que vous vous êtes toujours faite de l'école républicaine...

Je crois de toutes mes forces à ce que, sous la III^e République, on appelait « la République enseignante ». Ce débat va reprendre, car je n'ai abdiqué en aucune manière mes convictions. Et je l'ai dit à Emmanuel Macron, qui ne m'a pas demandé de renoncer à mes idées, qui constituent plutôt, à ses yeux, si j'ai bien compris, une « plus-value ».

Comment jugez-vous ce qui est en préparation, et ce qui sera fait sur la Corse ? Ce qui avait justifié de votre part une démission du gouvernement de Lionel Jospin ne vous semble pas réhibitoire aujourd'hui ?

Je ne sais pas ce qui est en préparation. On ne m'en a pas tenu informé. J'étais resté sur une bonne impression en 2018, lors des cérémonies commémoratives de l'assassinat du préfet Érignac. Je reste dans le même état d'esprit parce que je

pense que la République doit avoir une mémoire, et que céder encore au mirage de l'autonomie, c'est se préparer des lendemains difficiles. Je m'exprimerai, avec toujours le souci d'être constructif.

Emmanuel Macron a certes fait « turbuler » le « système » des partis, mais le « Système », avec un grand « S » ? A-t-il vraiment fait trembler ce « Système »-là ? Le cœur de la machine. Ce qui est en train, petit à petit, de détricoter la souveraineté du peuple ? On pense à l'affaire McKinsey...

Ce que j'ai voulu faire « turbuler » en 2002, c'est un système où les partis politiques qui s'étaient recons-

carences du service public. Elle ne doit pas occulter l'essentiel : Emmanuel Macron est une chance pour la France. Son prochain quinquennat, s'il est élu, permettra de sortir de la crise du système par le haut. Je l'y aiderai, à la mesure des moyens qui me restent.

C'est ce que vous souhaitez faire avec « Refondation républicaine » ? N'avez-vous pas peur, en faisant cela, de servir de faire-valoir politicien à un président qui pourra ainsi se prévaloir du chevènementisme ?

C'est ce que je voudrais faire avec ce très jeune parti qui va remplacer le club « République moderne » que j'ai créé en 1984 et qui a fait du bon



titués pour s'adapter à l'élection du président de la République au suffrage universel n'avaient plus rien à dire. Emmanuel Macron nous en a débarrassés et va continuer à nous débarrasser – je l'espère – de toute cette ménagerie soi-disant « de gauche » ou soi-disant « de droite ». Il nous oblige et s'oblige lui-même à inventer. L'intervention de McKinsey met en lumière certaines

travail. Mais ce n'est pas pour moi que je dis cela. Je n'ai aucune ambition personnelle à mon âge. Il n'y a pas de mal à vouloir faire élire un certain nombre de jeunes députés. Je crois beaucoup à l'action militante, au bon sens du terme. Ces jeunes peuvent se casser la figure, ce n'est pas grave. Ils apprendront. Et ils se bonifieront au fil du temps. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR É.C., F.D. ET N.P.

Choisissez **Marianne** // 1€ POUR 2 MOIS // Découvrez nos offres sur presidentielle.marianne.net